



### Communiqué de presse OIP<sup>1</sup>-ICOMP<sup>2</sup>

## Affaire Google-Shopping : L'heure des décisions, des sanctions et des remèdes est venue

(Paris, 29 novembre 2016) Alors que Madame Margrethe Vestager, Commissaire européenne à la concurrence, sera auditionnée par l'Assemblée Nationale et le Sénat le 1<sup>er</sup> décembre prochain, les entreprises membres de l'OIP et d'ICOMP :

- **saluent la détermination de Madame Vestager** à faire aboutir l'affaire « Shopping » en cours d'instruction depuis plus de 6 ans, et attendent les décisions qui doivent sanctionner les graves abus avérés dont ont été victimes les entreprises membres de l'OIP et de ICOMP depuis des années ;
- **dénoncent les procédés systématiquement dilatoires de Google pour retarder l'issue des instructions en cours** ainsi que ses allégations fallacieuses, n'ayant d'autre fin que de brouiller les évidences sur sa position ultra-dominante dans le domaine des recherches liées au « Shopping » ;
- **demandent aux autorités communautaires de définir au plus vite et en concertation avec les plaignants les remèdes efficaces** pour prévenir la réitération de ces pratiques déloyales ;
- **encouragent la Commission européenne à ouvrir des enquêtes sur les autres marchés** : local, cartographie, voyage, news, images, etc.
- demandent aux pouvoirs publics communautaires et nationaux de **réformer au plus vite les conditions dans lesquelles peuvent être prononcées les mesures conservatoires** par Bruxelles, qui sont aujourd'hui hors de portée et qui n'ont pas été prononcées depuis plus de 13 ans.

**« Les entreprises européennes du numérique sont dynamiques, innovantes et créent de l'emploi. Il est impératif qu'elles puissent se développer dans un environnement concurrentiel sain »**, affirme Eric Léandri, Président de l'OIP.

**« Justice différée est justice refusée. Les PME européennes du numérique souffrent et meurent de l'abus de position dominante de Google »**, déclare Michael Weber, Président d'ICOMP.

### Pour leur part, l'OIP et ICOMP:

- **s'inquiètent des mêmes manœuvres dilatoires développées par Google dans le dossier Android**, identiques à celles déployées depuis des mois dans le dossier « Shopping » ;
- **ont ouvert des discussions relatives au rapprochement de leurs structures** pour peser plus efficacement dans la riposte déterminée face aux pratiques déloyales des géants du net ;
- **présenteront communément en conférence de presse dans les prochaines semaines** l'analyse détaillée des arguments fallacieux développés par Google pour faire perdurer la procédure d'enquête dans le domaine du « Shopping ».

**« Le temps est allié des monopoles aux pratiques abusives et l'ennemi des entreprises européennes, en particulier du numérique. L'heure des décisions, des sanctions et des remèdes est venue. Il est urgent que la Commission européenne soit armée d'instruments efficaces pour protéger ses entreprises contre les pratiques déloyales, c'est pourquoi les mesures provisoires doivent être rendues opérationnelles »**, conclut Léonidas Kalogeropoulos, Délégué Général de l'OIP.

### Contact presse :

Léonidas Kalogeropoulos, Délégué Général : +33 6 07 31 51 26 – [l.k@mediation-arguments.com](mailto:l.k@mediation-arguments.com)

Anais Strauss, chargée de mission : + 33 1 53 45 91 91 – [anais.strauss@mediation-arguments.com](mailto:anais.strauss@mediation-arguments.com)

Michael Weber, Président ICOMP : [michael.weber@hot-map.com](mailto:michael.weber@hot-map.com)

<sup>1</sup> Sont membres de l'association Open Internet Project (OIP - [www.openinternetproject.net](http://www.openinternetproject.net)) : Axel Springer, Qwant, GNI-Synhorcat, etc.

<sup>2</sup> Sont membres de l'association Initiative for a Competitive Online Marketplace (ICOMP - <http://i-comp.org/fr>) : Premier League, ProSiebenSat.1, Streetmap, etc.